T.C. Dokuz Eylül Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi, Cilt: 2, Sayı: 2, Yıl: 1987

L'ECONOMIE TURQUE FACE A LA C.E.E.: FAIBLESSES ET ATOUTS DE L'ECONOMIE TURQUE

Mustafa ÖZATEŞLER(*)

R E S U M E

Dans l'article ci_dessous, j'ai tâché d'expliquer en quelques pages, la situation économique de la Turquie actuelle. Ayant un faible niveau de revenu réel, l'économie turque se trouve parmi les pays en voie de développement. Pour atteindre une croissance forte, il faut avoir des facteurs de production abondants et organiser leurs meilleures utilisations dans le temps et dans l'espace. La Turquie cherche encore la meilleure utilisation de ses facteurs de production. Par conséquent, elle a quelques faiblesses et quelques atouts vis_à_vis de la C.E.E. . Ayant un marché interne important, la Turquie a fait, en 1987, sa demande d'adhésion à la C.E.E. . Evidemment, même s'il existe certaines inquiétudes, la Turquie et la C.E.E. ont réciproquement des avantages dans le cas où la Turquie devient le membre de celle_ci. Voir la Turquie parmi les pays les plus prospères et les plus civilisés de l'Occident était et est encore la finalité ultime indiquée par son fondateur «ATATÜRK». Dans l'article ci_dessous, vous allez lire l'essentiel et les détails de ces sujets.

Introduction

Nous allons exposer ci_dessous brièvement les faiblesses et les atouts importants de l'économie turque qui influencent beaucoup son développement économique. Avec une superficie réelle de 814 mille kilomètres carrés et une population totale approximativement de 53 millions d'habitants, la Turquie est l'un des pays de moyenne taille qui puisse s'industrialiser et par conséquent se développer.

(*) Doç. Dr., D.E.Ü.İ.İ.B.F., İktisat Bölümü

Tout d'abord, le niveau de revenu réel est faible. Donc, le P.N.B. est faible par rapport aux pays développés. Pur augmenter le revenu, il est nécessaire de réaliser une croissance forte du P.N.B.. Cependant, pour atteindre une croissance forte, il faut avoir des facteurs de production abondants d'une part et organiser leurs meilleures utilisations dans le temps et dans l'espace d'autre part. La Turquie et les pays en voie de développement n'ont pas réussi encore à trouver la meilleure utilisation de leurs facteurs de production, mais ils la cherchent, ce qui explique les faiblesses de ces économies.

I — QUELQUES FAIBLESSES DE L'ECONOMIE TURQUE

A — Ressources Naturelles

En ce qui concerne le premier facteur de production «la Nature ou les Ressources Naturelles», La Turquie a en général des ressources naturelles. Mais ou elles ne sont pas exploitées, ou elles sont très peu exploitées ou bien très mal exploitées. En bref, les responsables de l'économie turque doivent organiser celles-ci d'une façon rationelle dont les critères séront fixés par eux-mêmes, compte tenu des mèthodes du calcul économique (ÖZATEŞLER, 1976, p. 1).

La Turquie est un pays de haute altitude et plutôt couvert de montagnes que des plateaux. Son altitude moyenne est d'environ 1130 m.. Ce relief explique en grande partie la réduction des terres de cultures dans ce pays. La superficie cultivée, y compris les terres marginales, représente à peine un tiers de la superficie totale (SOYDAN, 1978, p. 13).

B — Le «Travail» dans l'économie turque

Le deuxième facteur de production, comme on le sait très bien, est le facteur «Travail» duquel dépendent plusieurs faiblesses de l'économie turque. Quand nous pensons au facteur «Travail», nous nous rappelons immédiatement les problèmes socio-èconomiques tels que l'accroissement démographique, l'emploi et le chômage, l'éducation et la formation des hommes...

1 — Accroissement Dèmographique

La population turque s'accroit actuellement à un taux annuel de l'ordre de 2,5 % (D.İ.E., 1986, p. 12; et, KURUCA, 1983, p. 517), tandis que ce taux est moins de 1 % dans les pays développés. Un tel accroissement rapide de la population implique une augmentation considérable de

la population à long terme et devient l'une des entraves importantes du développement des pays en voie de développement. La Turquie ayant une population totale approximativement de 18 millions d'habitants en 1940; de 21 millions en 1950; et de 24 millions en 1955; a, en 1985, une population totale de 51 millions d'habitants. A ce rythme d'accroissement, elle double approximativement tous les 27-28 ans; elle triple en 48-50 ans (D.E.İ., 1986, pp. 11 et 12).

D'après les données de la Banque Mondiale, en 2025, la population totale de la Turquie pourrait atteindre le chiffre de 111 millions d'habitants. En revanche, la population totale de l'Allemagne serait aux environs de 54 millions d'habitants et celle de l'Angleterre de 59 millions d'habitants (GÜNEŞ, 21 Janv. 1987, p. 4).

«La progression démographique absorbe non seulement une partie très importante des ressources disponibles qui pourraient être consacrées au développement économique et à l'augmentation de la consommation par habitant, mais aussi suscite un certain nombre de difficultés qui bloque largement toute évolution ultérieure possible. En effet, l'accroissement galopant de la population totale absorbe une partie importante du volume des investissements pour que l'on assure le maintien du niveau de vie dans le pays. «L'expansion démographique rapide signifie par conséquent une ponction lourde sur la richesse nationale globale. Cette ponction importante s'effectue non seulement par le biais des dépenses de pure préservation du niveau de vie, mais aussi par le biais des dépenses supplémentaires allouées dans l'agriculture, l'éducation, le transport, le logement etc... L'Augmentation rapide de la population a créé en Turquie un certain nombre de problèmes importants qui ont ralenti les efforts de développement. Par ailleurs, cette augmentation oblige la Turquie à faire vivre une population de plus en plus jeune et inactive. Ce fardeau sans cesse alourdi, rend nul tous les efforts tendant à la constitution et à l'accumulation d'un capital abondant et productif»(KURUCA, 1983, p. 527).

2 — Emploi et Chômage

Le composant humain d'une sociétè influence aussi le processus de dèveloppement. L'évolution d'une société dépend dans une grande mesure du comportement des individus à l'égard des changements et des transformations au niveau de la structure mentale des hommes.

La structure des activités d'une population et aussi le niveau d'éducation et de formation des hommes jouent un rôle important dans le développement. La sous-utilisation des forces humaines et le faible niveau

de l'éducation de la population bloquent en grande partie le développement économique de la Turquie.

Actuellement, le problème de l'emploi et du chômage constitue l'un des problèmes majeurs de l'économie turque. Comme nous le savons très bien, quel que soit le niveau de développement économique d'un pays, la persistance du chômage et la sous-utilisation des forces humaines constituent évidemment un symptôme de mauvaise santé économique et sociale (KURUCA, 1983, p. 547). Après la crise de pétrole des années 1970 (T.C. Maliye ve Gümrük Bakanlığı, 1987, p. 46), les problèmes des matières premières et aussi la récession économique mondiale; la dégradation des conditions d'emploi et l'accroissement du chômage dans les pays développés suscitent de graves préoccupations. Ce problème se répercute des effets néfastes sur les économies sous-développées. Pour l'économie turque, on prononce même parfois les expressions suivantes: «Si l'économie allemande tousse l'économie turque aura une pneumonie». Cette rapprochement montre d'une manière nette la dépendance de l'économie turque vis-à-vis de l'économie allemande.

D'Après les estimations de l'Organisation De La Planification De L'Etat, en 1986, l'éxcédent de la main d'oeuvre intérieure totale dépasse 3 millions de personnes. En pourcentage de l'offre civile totale de la main d'oeuvre, le taux d'excédent de la main d'oeuvre s'élève à 16,8 % en 1986. 58 % de la demande civile de la main d'oeuvre est occupé dans l'agriculture; 13 % dans l'industrie et 29 % dans les services (T.C. Maliye ve Gümrük Bakanlığı, 1987, p. 45).

Ces taux sont respectivement d'après les données de L'O.C.D.E. pour la France en 1984, de 7,8 % dans l'agriculture, de 32,9 % dans l'industrie et pour l'Allemagne 5,6 % dans l'agriculture et 41 % dans l'industrie et aussi, en Italie, 11,2 % dans l'agriculture, 33,6 % dans l'industrie en 1985 (O.C.D.E., 1986, Statistiques de Base).

D'après les données, fin juillet 1986, il existe approximativement 1 million 200 mille travailleurs turcs dans les pays étrangers, dont 521 mille se trouvent en Allemagne, 161 mille en Libye, 148 mille en Arabie Saoudite. Le nombre des travailleurs turcs en France est aux alentours de 56 mille ouvriers. Grâce à l'émigration, le taux de chômage ne s'élève pas trop en Turquie. (T.C. Maliye ve Gümrük Bakanlığı, 1987, p. 54).

En 1985, les envois de fonds des travailleurs émigrés étaient approximativement de 1,8 millions de $ des Etats-Unis (O.C.D.E., 1986, p. 5).

3 — Education et Formation Des Hommes

L'éducation et le niveau de la formation des hommes ne peuvent pas être dissociés du processus de développement dans son ensemble. Le degré d'instruction d'une population constitue l'un des élements essentiels du capital humain. Ce dernier reflète les qualités ou les défauts de ce capital humain aussi bien sur le niveau de son évolution que sur son équipement intellectuel.

On sait que la finalité ultime du développement est l'homme. Ce dernier est de plus le moyen de ce développement qu'il réalise lui-même. En Turquie, on constate un niveau faible par rapport à ceux des pays développés dans ce domaine. Bien que le taux de scolarisation de la population de l'âge de 7-11 ans soit de 100 % dans les écoles primaires, le taux d'analphabétisation reste important appropimativement de 25 % de la population totale. Le taux de scolarisation dans les écoles secondaires (de 12 à 14 ans) se trouve aux environs de 50 %; dans les lycées de 32 % (en 1984-1985, de 15 à 17 ans), et dans l'enseignement supérieur de 9 % (en 1984-1985; de 18 à 21 ans) (T.C. Resmî Gazete, 23 Juillet 1984, p. 101).

Pour la formation des hommes, la Turquie n'a pas encore réalisé une formation des hommes de sciences et les éléments techniques en qualité suffisante et en qualité supérieure nécessaire pour son développement. Surtout dans l'enseignement supérieure, le nombre des membres d'enseignement est inférieur à celui dont le pays a besoin.

Il manque aussi en Turquie le nombre des entrepreneurs, des industriels en quantité et en qualité soit dans le secteur privé soit dans le secteur public.

En conséquence; l'accroissement démographique, le chômage et le besoin de la formation des hommes sont les problèmes majeurs de l'économie turque.

C — Le «Capital» dans l'économie turque

1 — Insuffisance du capital

Un autre facteur primordial de la production, c'est le «capital». Comme on le sait, l'accumulation du capital se réalise par les investissements. La source de ces investissements est l'épargne intérieure et extérieure.

Dans un pays, le volume de l'épargne et des crédits facilitent ou bien

bloquent le fonctionnement normal de l'économie nationale et influencent dans une grande mesure le volume des investissements et leur répartition sectorielle ou régionale.

Le faible niveau de l'épargne dépend de plusieurs facteurs en Turquie. Elle est liée avant tout à la faiblesse du revenu national par habitant et aussi à plusieurs facteurs tels que la politique économique et financière, le mauvais fonctionnement des institutions financières, le comportement des entreprises, l'attitude des personnes riches qui tendent à acquérir des biens de luxe, souvent improductives tels que les bijoux, les terrains, les immeubles... considérés comme une garantie pour l'avenir. Par conséquent le volume des capitaux est insuffisant.

L'insuffisance des capitaux est une faiblesse de l'économie turque, empêchant son développement accéléré. Comme on le sait très bien, les pays en voie de développement se trouvent dans le «cercle vicieux de la pauvreté» dont M. Ragnard NURKSE a donné le mécanisme. On utilise même souvent les expressions suivantes: «Un pays pauvre est pauvre à cause de sa pauvrété». En conséquence l'accumulation du capital en Turquie n'est pas très élevée. Donc, l'économie turque a besoin des capitaux.

Dans ces circonstances, le problème qui se pose à la Turquie, n'est pas seulement le problème de la création de l'épargne; mais aussi sa mobilisation et son utilisation à des fins productives et rentables (KURUCA, 1983, p. 539). D'ou vient l'importance de l'intervention de l'Etat à l'économie.

«Dans les pays en voie de développement, comme la Turquie, le rôle de l'Etat est d'une importance primordiale pour une croissance économique plus ou moins rapide. Le manque des capitaux exige notamment que l'Etat ait un rôle considérable dans la vie industrielle afin de promouvoir l'activité économique. Cependant, l'intervention de l'Etat dans la vie économique ne peut être efficace et donner les résultats attendus qu'avec l'aide de données plus ou moins fidèles permettant de mieux connaître d'une façon profonde et minitieuse la structure et les mécanismes économiques du pays où l'activité économique nécessite cette intervention. En Turquie, nous constatons à côté du secteur privé, un secteur public représentant chaque année plus de 50 % des investissements totaux. La part du secteur public s'approche et dépasse même certaines années 60 % des investissements totaux.»(ÖZATEŞLER, 1977, p. 6).

En 1986, d'après l'estimation de réalisation faite par l'Organisation de la Planification de l'Etat, le taux des investissements totaux dans le P.N.B. est de l'ordre de 23 %. La prévision de l'année 1987 est aussi de

l'ordre de 23 % (T.C. Resmî Gazete, 28 Octobre 1986, p. 21). Nous constatons ainsi que la part des investissements totaux dans le P.N.B. augmente durant les années où les plans de redressement sont appliquées. Du fait que l'épargne intérieure est insuffisante, on a recours à l'épargne étrangère.

2 — Capital Etranger

«Le recours à la contribution étrangère dans le domaine économique a été une des constantes les plus marquantes de l'histoire économique de la Turquie depuis plus d'un siècle. Elle a constamment fait appel dès 1854, c'est-à-dire déjà à l'époque ottomane, aux ressources financières étrangères et a continué à l'époque républicaine, quoique dans une moindre mesure pendant les deux premières décennies de celle-ci. La Deuxième Guerre Mondiale finie, elle commençait à bénéficier de l'aide américaine, d'abord intégrée à la «doctrine Trumann», ensuite dans le cadre de l'Aide Marshall, et cela avec les pays de l'Europe Occidentale dont la plupart sont aujourd'hui dispensateurs d'aide. Elle est bénéficiaire aujourd'hui aussi de ce qu'on appelle «Aide Internationale au développement» destinée aux pays sous - développés»(SAK, 1979, p. 2).

Pour le cas du développement économique de la Turquie, on constate, comme nous venons de dire, la faiblesse des ressources financières. «Pour les porter au niveau désirable, de multiples problèmes se posent. Le choix entre financement interne et externe n'est qu'apparent, les deux sources demeurent indispensables. La difficulté porte plutôt sur leur importance relative et sur la nature des apports, fonds publics, prêtés ou donnés, capitaux privés, épargne nationale ou étrangère» (CARBON, 1961, p. 83).

Quant à la répartition des firmes étrangères selon les pays, elle était, en 1985, comme suit :

TABLEAU : REPARTITION DES FIRMES ETRANGERES SELON LES PAYS (DANS LE CADRE DE LA LOI NO: 6224 ET LE DECRET NO: 30)

Pays	Nombre Des firmes	Part Dans Les Capitaux Etrangers Totaux
1 — Suisse	63	17,11 %
2 — Etats-Unis	61	15,67 %
3 — Mixte	37	12,71 %
4 — Allemagne Fédérale	59	10,47 %
5 — Libye	3	6,91 %
6 — Hollande	18	6,50 %
7 — Angleterre	33	4,85 %
8 — Danemark	6	4,44 %
9 — Italie	11	3,90 %
10 — Arabie Saoudite	10	3,22 %
11 — France	7	2,46 %
Autres	—	— %
TOTAL GENERAL	421	100,00 %

Source: İstanbul Ticaret Odası (=Chambre de Commerce d'Istanbul), «Ekonomik Rapor (=Rapport Economique)», Mai 1986, İstanbul, p. 154.

Le Capital Etranger total est aux alentours de 208 milliard de livres turques. Cependant, nous devons tenir compte des taux d'inflation du pays pendant les différentes années. En faisant des comparaisons, on doit être attentif aux taux d'inflation du pays.

Dans le développement économique de la Turquie, il me semble qu'à l'encontre de la finalité poursuivie, les souverains économiques qui sont les gouvernements et les Parlements ont changé leur stratégie qui voulait la diminution de la dépendance des ressources extérieures. A notre avis, tant que l'on trouve des crédits extérieurs dans les conditions bien claires et conformes aux intérêts nationaux de la Turquie et à la fois aux intérêts des Etats créditeurs qui ne menacent pas l'indépendance politico-économique, il est souhaitable d'utiliser les crédits extérieurs afin de financer surtout les importations des biens d'investissement nécessaires au développement. Mais ce n'est pas toujours le cas des crédits accordés. Les Etats créditeurs ne pensent qu'à leurs intérêts; ce qui est normal, mais ces intérêts aboutissent souvent à la dépendance économique. Il faut accorder ces crédits dans les conditions bien connues et en réflé-

chissant également aux effets auxquels ils vont aboutir au point en quelque sorte «optimum» qui sert aux intérêts des deux économies qui se coopérent. En faisant une analyse multicritères de l'avantage-coût, on peut prendre des décisions rationelles (LABROUSSE, 1974-1975).

A notre avis, tant que le pays trouvera des capitaux étrangers, des crédits étrangers dans les conditions favorables, doit inviter ces capitaux étrangers sans pour autant faire la différence entre les éléments nationaux et étrangers. Sinon, cela veut dire que certains éléments auront des conditions favorables pour concurrencer sur le marché et l'autre n'en aura pas. Il faut égaliser les chances. Un élément national subventionné d'une façon permanente désigne qu'il est incapable. Personne n'a droit de soutenir infiniment une branche quelconque. Le cas inverse n'est pas bon non plus, à savoir les étrangers capitalistes seront privilégiés et auront des avantages d'une façon permanente sur le marché interne et externe pour concurrencer facilement.

L'Une des faiblesses importantes est le manque de la technologie. L'économie turque ne produit pas de technologies nouvelles et elle en importe souvent tout en payant des droits de patente et de «know-how». De plus, le niveau de la technologie est en général insuffisant. La technologie existante est généralement une technologie vétuste et ancienne. Donc, elle ne permet pas aux firmes nationales d'être compétitives sur les marchés mondiaux particulièrement sur les marchés européens dans la majorité des industries.

D — L'Etat

Quant à l'Etat, la Turquie n'a pas eu une stabilité politique pendant la période de la planification de son développement. A côté des facteurs économiques, financièrs ou culturels, l'instabilité gouvernementale et politique freine les efforts de développement de la Turquie. L'Une des conditions essentielles du développement économique est sans doute l'existence d'un pouvoir politique cohérente et une organisation administrative efficace et bien articulée.

E — Répartition Des Revenus

Nous voyons aussi une répartition inégale même injuste des revenus. De telle sorte que la répartition des revenus est beaucoup moins égalitaire que celle des pays développés.

F — Inflation

Une autre faiblesse de l'économie turque est un taux élevé d'inflation.

Celle-ci fait sentir ses effets dans le monde entier depuis ces dernières années. Elle a également atteint l'économie turque (KANMAZ, 1986, p. 293). Le taux d'inflation bien qu'il change selon les différents indices, se trouve aux alentours de 30-35 % par an. Actuellement, les autorités politiques ont but de le faire descendre au niveau de 20 % en 1987. Cependant, les données actuelles mensuelles nous montrent qu'en projection l'économie turque aurait un taux d'inflation supérieur à 25 % pour l'année 1987. Donc, l'inflation influencera l'économie tout en rendant difficile le calcul économique pour l'avenir.

G — Commerce Extérieur et Balance Des Paiements Extérieurs

La croissance économique reste tributaire de la balance des paiements extérieurs. L'économie turque ne pourra parvenir à surmonter la contrainte écrasante causée sur son économie par la pénurie des devises qu'en essayant d'augmenter dans des proportions importantes ses exportations et en ajustant sa politique économique sous tous ses aspects aux exigences du monde actuel. D'ailleurs, pendant ces trois dernières années, les responsables de la politique économique ont pris des mesures importantes pour l'ouverture de l'économie.

On constate très facilement en Turquie à travers les statistiques du commerce extérieur le «cercle vicieux du commerce international». Comme on le dit souvent, les termes de l'échange des économies en voie de développement se détériorent.

A l'heure actuelle, la Turquie est obligée de s'endetter lourdement auprès du F.M.I., de la Banque Européenne d'Investissement et de la Banque Islamique de Développement afin de financer les déficits de sa balance des paiements.

H — Standardisation

L'économie turque n'a pas bien fait développer la standardisation. Il n'y a pas assez de biens «standards» aussi dans le secteur privé que dans le secteur public. Cette situation n'encourage pas les exportations totales et empêche les commandes extérieures.

II — QUELQUES ATOUTS DE L'ECONOMIE TURQUE

Malgré ces faiblesses qu'elle a l'économie turque, elle a en revanche certains atouts en main. Nous essayerons de les expliquer en grandes lignes de la façon suivante.

A — Diversité Climatique et Ressources Naturelles

Tout d'abord, du point de vue climatique, la Turquie s'accomode d'une diversité multiple de climats. Cette situation permet la culture des divers produits agricoles, depuis la culture du thé au nord, jusqu'à la culture des bananes au sud. Le vaste plateau central anatolien présente les caractéristiques d'un climat de steppe avec une pluviosité faible moins de 350 mm. par an. Dans cette région nommée «Grenier à blé de la Turquie», la prédominance de la culture céréalière s'explique aisément par le manque de moyens d'irrigation modernes. Dans les conditions météorologiques de la Turquie, on peut produire plusieurs sortes de biens agricoles. Dans ce domaine, elle a tous les atouts en main. Il ne reste qu'à les organiser.

Ayans un grand territoire, la Turquie possède beaucoup de ressources naturelles telles que le charbon, les mines de fer, de chrome, de cuivre, d'aluminium. De plus, elle a plusieurs fleuves surlesquels on peut construire des barrages.

B — Une Jeune Population

Bien que la majorité des économistes considère l'accroissement de la population comme un facteur qui rend difficile le développement; certains économistes pensent que le rajeunissement d'une population, dans certains cas, peut constituer une chance de développement d'une sociéte, car une population jeune possède des potentiels considérables. Elle représente non seulement une force importante en tant que consommatrice pour l'appareil productif, mais aussi dans certaines conditions, elle peut être animée d'un esprit d'entreprise et de volonté d'innovation beauccoup plus grand qu'une population vieillissante. En 1984, la part du groupe d'âge de 0-14 ans était de 37,1 %. Si nous pensons au groupe d'âge de 0-19 ans, ce taux peut atteindre approximativement le taux de 50 % de la population totale d'après le recensement de 1980.

C — Agriculture

L'agriculture dans l'économie turque a des chances de concurrencer celles des pays de C.E.E. à long terme, bien qu'elle ait une productivité faible. On peut augmenter la productivité dans ce secteur, tout en employant des techniques modernes. Le nombre des tracteurs et des autres équipements agricoles a été augmenté considérablement dans les dernières années en quantité et en diverses sortes d'équipement. Le nombre des tracteurs s'élève à 584 mille en 1985 (D.İ.E., 1986, p. 118).

D — Industrie

L'économie turque, grâce à la politique de substitution aux importations appliquée depuis la fondation de la République(1923), a actuellement une industrie forte des biens de consommation. Dans ces dernières décennies, elle a essayé de constituer une industrie des biens intermédiaires et une industrie des biens d'équipement. Elle a fait certains progrés dans ce domaine. Cependant, il reste encore à faire en particulier puur réaliser une industrie des biens d'équipement dont l'économie a besoin. En 1986, d'après les estimations de l'Institut des Statistiques d'Etat faites en Août 1986 des valeurs ajoutées sectorielles et du P.I.B.; la part de l'industrie s'élève à 33,4 % et celle de l'Agriculture à 17,8 % du P.I.B. . En 1987, l'Objectif retenu est de 33,9 % pour l'Industrie et 17,5 % pour l'Agriculture. On prévoit le changement structural sans pour autant avoir des crises économico-sociales. Dans la stratégie du Troisième Plan de Redressement, on prévoyait une structure sectorielle du P.I.B. en 1995 pour la part de l'industrie 40 % et celle de l'agriculture 10 % (D.P.T., 1973, p. 78).

Bien qu'il existe des risques et des dangers dans l'hypothèse d'entrée à la C.E.E. à court terme de la Turquie, surtout dans le domaine des industries des biens d'équipement qui y sont «l'industrie jeune», en revanche, l'économie turque a par exemple une industrie de textile et de confection très forte contre laquelle les économies américaine et européennes ont adopté des droits de douane et des quotas en vue d'empêcher les importations des produits de cette industrie.

Cependant, dans le cas général, les firmes industrielles ne sont pas compétitives. Nous croyons que l'ouverture des frontières rendra oertaines d'entre elles compétitives, même si nous verrons la faillite de certaines firmes ou bien leur changement juridique tout en créant l'union dans une grande échelle avec les firmes européennes à long terme.

E — Proximité Des Marchés

La Turquie n'est pas loin des marchés européens. Elle se trouve au milieu de trois continents. Si on pense à la localisation optimale des firmes pour l'approvisionnement de ces trois Continents, la Turquie aurait une grande chance comme lieu de localisation des firmes. Elle peut produire et vendre sur les marchés européens à un coût très faible de transport. Elle est très proche des marchés des pays pétroliers du Moyen-Orient.

F — Grandeur Du Marché Interne

La population turque est assez nombreuse. Pour les firmes euro-

péennes, elle peut être considérée comme les débouchés qui permettront de grandir la taille et l'échelle de ces firmes pour développer ses possibilités de compétition. De plus, le marché turc s'agrandit continuellement grâce à l'accroissement démographique.

G — Coût De Main d'Oeuvre

La main d'oeuvre turque avec son coût faible est aussi une réserve importante pendant les périodes d'expansion des pays européens.

H — Tourisme

Dans le domaine du tourisme, la Turquie a beauceup de chance de se développer à condition que les pays européens ne limitent pas les sorties touristiques de leurs citoyens et que la Turquie se réalise de se connaitre en Europe.

En 1986, le nombre des étrangers qui visitent la Turquie était en total approximativement 2 millions 400 mille personnes dont 1 million 232 mille venaient de l'Europe de l'O.C.D.E. : Le nombre des allemands était de 388 mille; celui des anglais 154 mille, celui des français 144 mille; celui des grecs 211 mille, celui des yougoslaves 366 mille et celui des iraniens 181 mille.

III — DEMANDE D'ADHESION DE LA TURQUIE A LA C.E.E.

Le Gouvernement Turc vient de faire sa demande d'adhésion de la Turquie à la C.E.E. le 14 Avril 1987. Cependant il existe un empêchement majeur «Grèce» à l'entrée de la Turquie dans le cadre de la C.E.E.. Car, l'accord de «Rome» exige l'unanimité pour une adhésion d'un pays à la C.E.E.. Pour résoudre le différend greco-turc, les responsables de ces deux pays doivent continuer des pourparlers entre eux et aboutir à un accord bilatéral. La Turquie était et est toujours prête pour un accord bilatéral. De plus, les problèmes existants entre ces deux pays peuvent être résolus beaucoup plus facilement dans le cadre de la C.E.E., puisque, après l'adhésion de la Turquie, les responsables de ces deux pays seront ensemble d'une façon continue et feront des pourparlers dans le cadre de la C.E.E..

D'autres soucis de la C.E.E. concernant la Turquie sont la démocratie, les problèmes économiques dont nous venons de parler ci-haut, l'inquiétude d'autarcie de la Turquie etc. Pour la démocratie, la Turquie a vécu longtemps et vit encore dans le cadre démocratique. A l'avenir, nous croyons qu'elle résoudra elle-même ses problèmes de «terrorisme» et de réaction

de certains groupes dans le cadre démocratique. En ce qui concerne l'autarcie, depuis quelques années, la Turquie a fait preuve d'une économie de marché libre. Elle veut rendre, ses industries, compétitives.

D'autre part, les économies européennens ne sont pas non plus en bonne situation économique. En particulier, le chômage est un problème économique majeur de ces pays. Donc, la période de demande d'adhésion n'était pas une période politiquement et économiquement acceptable par les pays de la C.E.E. dans un proche avenir.

A — Avantages de la C.E.E. dans le cas où la Turquie devient son membre

On peut résumer les avantages de la C.E.E. dans le cas où la Turquie deviendra le membre de celle-ci (HİÇ, 1987, p. 10).

— La Turquie peut assurer la cohérence à toutes les politiques de la C.E.E. (—y compris la politique agricole—). De plus, elle peut trouver des marchés pour ses produits agricoles en dehors de la C.E.E. .

— La Turquie peut résoudre son problème de l'excédent de main d'oeuvre et du chômage à long terme. Elle doit les résoudre.

— La libre circulation des travailleurs peut être prise en main à nouveau dans le cadre d'un acoord d'adhésion complète. En effet, les conditions de carte de séjour et d'avoir un travail peuvent empêcher l'immigration des travailleurs turcs.

En revanche, il aura lieu de l'émigration de main d'oeuvre qualifiée européenne de la C.E.E. vers la Turquie.

— Possibilités d'Investissements et de Crédits pour les entrepreneurs et les capitaux de la C.E.E. en Turquie dans les projets d'infrastructure, d'industrie, de défense et d'autres secteurs.

— Possibilités d'être le pont efficace entre plusieurs pays islamiques et la C.E.E. de la part de la Turquie dans les relations de commerce et d'investissements.

— La Turquie est un pays européen (depuis 1856, Traité de Paris), elle est membre de l'O.T.A.N., elle a une armée forte; elle est aussi le membre du Conseil Européen et de l'O.C.D.E. et également des plusieurs institutions européennes.

B — Avantages de la Turquie dans le cas où elle devient le membre de la C.E.E.

Il existe également quelques inquiétudes et avantages concernant la

Turquie dans le cas où elle deviendra le membre de la C.E.E. (HİÇ, 1987, p. 10)

— Politique: La Turquie ne perdra pas sa stabilisation politique par les développements à l'européen dans la démocratie et les droits de l'homme. Pourtant, elle doit renforcer ses mesures de sécurité nationale et européenne.

— Social: Après l'adhésion à la C.E.E., la Turquie ne doit pas renoncer à ses traditions et à ses habitudes. Comme certains ont peur de cela. Car les pays européens sont démocratiques et croient en liberté et en laicité.

— Economique : Du point de vue économique, l'adhésion à la C.E.E. accélérera le développement de l'économie turque grâce à la nouvelle technologie européenne, au flux des capitaux, aux investissements, aux nouveaux débouchés et aussi par les aides financières européennes.

Avec tous ses avantages et inconvénients, la Turquie est le candidat d'être le membre de la C.E.E.. Ce qui reste aux responsables d'en discuter et au bout d'une certaine période de prendre la décision finale. Nous gardons notre espoir de voir la Turquie dans la C.E.E..

Conclusion

Tout en essayant de déterminer les faiblesses et les atouts de l'économie turque, nous avons évoqué certains problèmes et avantages de développement économiques de ce pays. Ce dernier, ayant comme but final le modernisme occidental et l'occidentalisation du pays, doit faire des efforts particulièrement pour diminuer le taux élevé d'accroissement démographique. Ces efforts doivent être surtout concentrés dans les villages où il est trop élevé, tout en éduquant les citoyens paysans.

Dans le cas où la Turquie peut se résoudre son problème démographique, elle aura moins de chômage comme problème social et résoudra beaucoup plus facilement la question d'emploi.

Pour le problème de l'accumulation du capital, elle a l'intérêt de faire le «coût d'opportunité» de l'épargne envers de la consommation. En conséquence, elle doit tenir compte du taux d'inflation et laisser au marché la fixation du taux d'intérêt nominal et réel. Ainsi, elle aura la possibilité d'accroitre ses capitaux nationaux. Elle peut profiter également des capitaux européens pour son développement. Elle doit accélérer le rôle du marché des capitaux (de la bourse d'İstanbul) qu'elle vient de fonder très récemment.

L'Etat doit avoir un rôle poussé dans la vie économique comme «catalyseur». C'est-à-dire il doit accélérer les opérations et les développements concernant l'économie; mais ensuite il doit passer les activités qu'il crée au secteur privé. Il doit être en quelque sorte le guide. Il doit contribuer aussi la technologie moderne et compétitive. Il doit jouer son rôle aussi dans le problème du commerce extérieur tout en équilibrant la balance des opérations courantes.

L'économie turque doit protéger encore un peu de temps son industrie. Elle doit ouvrir ses industries compétitives vers de nouveaux marchés de l'Afrique et de l'Asie, particulièrement elle doit continuer ses relations économiques avec les pays du Moyen-Orient. Si la Turquie tient ses atouts en main, elle n'aura pas de graves problèmes économiques et elle ne les posera pas non plus à la C.E.E. dans l'avenir. Ainsi serait-elle atteinte, la Turquie, la finalité poursuivie et désignée par Mustafa KEMAL ATATÜRK, qui était d'élever la nation au niveau des nations les plus prospères et les plus civilisés de l'Occident.

BİBLİOGRAPHİE

CARBON M. Luc Bourcier de (1961), «Financement Interne et Financement Externe Des Pays En Voie De Développement», Revue de Science Financière, Janvier 1961, No: 1, Paris.

D.İ.E. (1986), «Türkiye İstatistik Cep Yıllığı - Statistical Pocket Book of Turkey 1986», Novembre, Ankara.

D.P.T., (1973), «Planlama (=Planification», Ankara.

GÜNEŞ, (21 Janvier 1987), Quotidien turc, İstanbul.

HİÇ Mükerrem, (1987), «Türkiye'nin AET Üyeliği (=objet d'être membre de la Turquie à la C.E.E.)», «Milliyet», quotidien turc, Mai, İstanbul.

İSTANBUL TİCARET ODASI, (1986), «Ekonomik Rapor (=Rapport Economique)», Mai, İstanbul.

KANMAZ Metin, (1986), «Causes et Nature de l'Inflation En Turquie», Thèse, Paris.

KURUCA Cafer, (1983), «Occidentalisation, Retour à l'Islam et Sous-Développement En Turquie», Thèse de Troisième Cycle, Paris.

LABROUSSE Christian, (1974-1975), «Cours de l'Economie Régionale et Spatiale», nos notes pour le D.E.S., Paris.

O.C.D.E., (1986), «Etudes Economiques-Turquie», Septembre, Paris.

ÖZATEŞLER Mustafa, (1976), «Le Financement Des Plans Quinquennaux De Redressement En Turquie», Mémoire du D.E.S., Paris.

ÖZATEŞLER Mustafa, (1977), «Résultats Economiques Des Plans Quinquennaux De Redressement En Turquie», Thèse de Troisième Cycle, Paris.

SAK Hüseyin, (1979), «Le Rôle et Les Effets de l'Aide Extérieure dans le développement de l'économie turque», Thèse de Troisième Cycle, Paris.

SOYDAN Murat, (1978), «Les Problèmes De Développement de la Turquie et Ses Relations Avec l'Ouest», Thèse de l'Univ., Paris.

T.C. Maliye ve Gümrük Bakanlığı, (1987), «1986 Yıllık Ekonomik Rapor (= Rapport Economique Annuel 1986», Ankara.

T.C. Resmî Gazete (=Joursal Officiel de la Républiqué Turque), (1984), 23 Juillet 1984, Ne: 18467, Ankara.

T.C. Resmî Gazete (=Journal Officiel de la République Turque), (1987), 28 Octobre 1986, No: 19265: «1987 Yılı Programı (=Programme de l'Année 1987», Ankara.

A.E.T. KARŞISINDA TÜRK EKONOMİSİ: TÜRK EKONOMİSİNİN KOZLARI VE ZAAFLARI

Bu makalede, birkaç sayfada, bugünkü Türkiye'nin ekonomik durumu açıklanmaya çalışılmıştır. Düşük bir reel gelir seviyesi olan Türk ekonomisi, gelişmekte olan ülkeler arasında bulunmaktadır. Yüksek bir büyüme oranına ulaşmak için, bol üretim faktörlerine sahip olmak ve bu üretim faktörlerinin zaman ve mekân içinde en iyi kullanımını sağlamak gerekmektedir. Türkiye, halâ üretim faktörlerinin en iyi kullanımını araştırmaktadır. Bunun sonucu olarak ta, Türkiye, A.E.T. karşısında bazı zaaflara ve kozlara sahip bulunmaktadır. Önemli bir iç pazara sahip olan Türkiye, 1987 Yılında, A.E.T.'ye üyelik talebini yapmıştır. Açıkça, bazı endişeler mevcut olsa bile, Türkiye ve A.E.T., Türkiye'nin A.E.T.'nin üyesi olması durumunda karşılıklı olarak avantajlara sahiptirler. Türkiye'yi, Batı'nın en mutlu ve en uygar ülkeleri arasında görmek, onun, kurucusu «Atatürk» tarafından belirlenmiş nihai amacı idi ve halâ da amacıdır. Yukarıdaki makalede, bu konuların özü ve ayrıntıları sunulmaya çalışılmıştır.